

# LE RETOUR DE LA NATION

**Texte de l'intervention de M. Pierre SIDOS, de l'Œuvre française,  
lors du premier « Forum de la Nation »; qui s'est tenu à Lyon,  
le samedi 23 octobre 1993, à l'initiative du Cercle du Six-Février.**

Le mieux est de s'exprimer en langue française courante, ni de bois ni de coton, en n'utilisant aucun terme de compréhension difficile, ni en se livrant à la moindre démonstration ardue. La pratique de ce genre de communication, aisément perceptible à toute personne dotée de bon sens, devant avoir notre préférence par rapport au recours à un galimatias juridico-philosophique ou au sabir politico-commercial. La complication inutile de choses simples, ne peut satisfaire que des gens au savoir superficiel. Pour comprendre, aider, saluer le retour de la nation, la meilleure formulation est de le faire en français correct, sobrement et d'une manière explicite.

Afin d'illustrer pratiquement l'exposition des idées émises, il est bien d'indiquer des exemples, de citer des textes, et aussi de suggérer des initiatives qui ne ressemblent à rien d'ordinaire. En complément de l'exposé d'un concept, même commenté, qui n'est que la représentation intellectuelle d'un objet perçu par l'esprit, il faut projeter l'image, qui en donne la révélation, attire le regard, l'attention. Les idées les plus saines restent inopérantes, si elles ne sont pas traduites dans le langage social par les moyens visuels ou auditifs, qui touchent l'âme et le cœur. Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut encore donner de la vie à la splendeur de la vérité.

Les limites d'un exposé sur le sujet du retour de la nation sont celles qui s'imposent normalement à une démonstration logique: fournir des réponses cohérentes à la série des cinq interrogations de base, où?, qui?, quand?, comment?, pourquoi? **Où**, ici; **qui**, nous; **quand**, maintenant; **comment**, par l'action; **pourquoi**, pour la nation. Ce qui donne le résumé préalable suivant: les Français, chez eux, à l'heure actuelle, se doivent d'agir nationalement. pour garder et transmettre un patrimoine unique, dont ils sont les héritiers.

Où ? Ici, en France, et pas ailleurs. Évidemment pas en Allemagne, en Belgique, au Cambodge, en Croatie, en Espagne, au Liban, au Nicaragua, pour rappeler par ordre alphabétique des contrées étrangères qui ont été privilégiées ces dernières années, comme terrains de campagnes au titre de quelconques références sentimentales, par des personnes notoirement classées plutôt plus à droite qu'à gauche; bien qu'en réalité s'essayant à

l'imitation d'une sorte d'internationalisme idéologique jusqu'alors réservé à leurs adversaires, mais invoquant une dimension planétaire du conflit, pour justifier leur participation à des aventures publicitaires ou bénéficiaires pour eux seuls, puisque sans intérêt immédiat ou prévisible raisonnablement à l'avantage de la cause nationale française.

En France donc, laquelle n'est pas une chose indéfinie ou définissable de trente-six façons; pas seulement une contrée géographique (le Territoire); pas non plus une figure géométrique (l'Hexagone); pas un objet désignable par un adjectif démonstratif neutre ("Ce" pays), pas spécialement un régime politique (la République); certainement pas une ou plusieurs équipes dites sportives. La France c'est un Etat, jusqu'alors souverain, présentement dominé par les membres apatrides de conseils politico-financiers occultes, contrôlant un gigantesque consortium de sociétés supranationales anonymes, exerçant une tutelle cosmopolite par le biais de coteries politiciennes toutes soumises à une ligue internationale, la Licra. La France c'est un peuple, qui en est le corps national. Le peuple de France est composé d'êtres bien définis, historiquement et biologiquement. Etre Français, c'est posséder une particularité héréditaire, qui reflète l'histoire millénaire du rassemblement, autour de la famille capétienne et de la région parisienne, d'éléments uniquement de souche européenne, de même tradition spirituelle, de culture intellectuelle commune. Etre Français, c'est s'exprimer couramment dans la langue nationale; tout en respectant l'usage des parlers de provinces limitrophes, à populations et coutumes réunies au centre plus tardivement. Etre ou devenir compatriote, c'est devoir partager indissolublement la même origine, la même volonté présente, les mêmes aspirations pour l'avenir; sinon, c'est le désordre anti-naturel et anti-national, c'est le chaos socioculturel qui bafoue la volonté divine de différenciation et de préférence.

Pour un Français contemporain, l'opposition entre droit du sang et droit du sol (en latin, "Jus sanguinis" et "Jus soli") doit être considérée comme un débat étranger, périmé, inutile. Déjà, dans les siècles passés, droit du sang et droit du sol ont été complémentaires en France. L'un comme l'autre sanctionnant une appartenance à la souveraineté nationale régnante. S'en tenir aujourd'hui au strict droit du

sang impliquerait l'absurdité de s'interdire la moindre naturalisation; s'en tenir au seul droit du sol serait reconnaître une priorité exorbitante au lieu de naissance. L'identité française d'un être n'est pas le résultat d'un acte administratif, c'est la reconnaissance d'une hérédité ou d'une adoption avec adhésion impérieuse du récipiendaire à l'Histoire de France. Seule l'appartenance au peuple de France - expression préférable à celle de peuple français, plus contractuelle que successorale; la première indiquant que l'on appartient au corps national, la seconde au corps électoral, ce qui n'a pas la même valeur - confère au pronom personnel du singulier "Je" l'usage mérité du pronom également personnel mais du pluriel "Nous". Le "Nous" de majesté d'autrefois, transposable dans la formule à la fois individuelle et collective de "Nous, Français".

Nous-mêmes, chez nous, pour nous. Propriétaires légitimes des biens de notre patrimoine, dont nos terroirs, le sol de France, notre patrie; nos familles, le sang de France, notre peuple; nos croyances, le ciel de France, notre spiritualité. Héritage à caractère sacré, transmis régulièrement de génération en génération, mais depuis des décennies en cours d'expropriation, au nom d'une idéologie internationaliste utilisant les faux bons sentiments humanitaires, tels les prétendus "droits de l'homme" et le soi-disant "anti-racisme". Cette spoliation étant opérée au profit de populations déracinées, extra-européennes, réfractaires à nos valeurs traditionnelles, se comportant comme devant avoir les mêmes droits que les propriétaires que nous sommes; pas du tout comme des visiteurs ou des hôtes, mais en locataires abusifs exigeant les titres et droits de propriété du seul fait d'une présence nombreuse, prétentieuse, dispendieuse. D'où une situation de plus en plus insupportable entre nous et eux. Eux, c'est-à-dire les envahisseurs de notre vie intérieure, étrangers à la nature de notre sol, au génie de notre peuple, à la foi de notre ciel. Ce qui explique pourquoi, avec les plus clairvoyants de nos compatriotes, nous rappelons avec opiniâtreté le droit indiscutable pour les Français de vivre tranquilles à demeure et maîtres de leurs affaires.

Aussi, ne faut-il pas hésiter à noter des visées spoliatrices. Par exemple, relevé dans le journal *"Le Figaro"* du 11 octobre 1993, sous

le titre **"Islam.Inauguration à Mantes-la-jolie: "Il est possible d'être musulman à 100% et citoyen français à part entière"** déclare Didier Ali Bourg, responsable de l'Université islamique de France, inaugurée samedi dans la mosquée Al-Hadye à Mantes-la-jolie (Yvelines), qui souhaite être **"utile"** à la fois **"à la communauté musulmane et à la société française"**. Après l'Institut de théologie de la mosquée de Paris, inauguré lundi en présence de Charles Pasqua et qui annonce 40 inscrits (sur 100 candidats), c'est le second centre de formation qui semble se rallier à l'idée du ministre de l'Intérieur et de son responsable des Cultes, André Damien: créer un **"Islam de France"**.

Encore collectés, dans le quotidien *"Le Parisien"* du 13 octobre 1993, les propos recueillis auprès de *"Sydney Bismuth, commerçant israélite dans le prêt-à-porter à Evry 2 (Essonne), qui se rend ce soir au Parc des Princes avec ses fils Samuel et Rudy pour le match France-Israël"*, qui à la question du journaliste Philippe Larue: *"Alors, comment vivrez-vous le match ?"* donne la réponse révélatrice suivante: *"Disons que c'est comme si ma mère et mon père jouaient l'un contre l'autre sur la pelouse. Quel dilemme! Sérieusement, j'espère que la France gagnera pour aller aux États-Unis, et je souhaite qu'Israël ne soit pas ridicule. Pour la communauté que ce soit une vraie fête. Je chanterai avec bonheur mes deux hymnes nationaux"*.

Voilà deux récents textes, au milieu de milliers et milliers de semblables, qui éclairent avec éclat une situation insolite. Ainsi, des religionnaires d'ailleurs, se déclarant pluri-patrides, se réclamant cependant de la citoyenneté française, soutiennent par voie de presse leurs inversions contradictoires à la normalité nationale, s'écartant radicalement des références établies par la lignée ininterrompue jusqu'à notre époque des héros et des saints, des créateurs et des penseurs, qui ont façonné l'identité française au cours des siècles. Le fond étant atteint avec le soutien actif apporté à ces menées anti-nationales par une quantité d'individus complices, occupant des positions officielles, et aussi d'autorités religieuses renégates. Entre eux, multi- ou supra-nationaux, et nous mono-nationaux, l'opposition est irréductible, il n'y a pas de transaction possible.

A l'abri des lois anti-vérité de 1972 et de 1990, le comportement général de ces gens-là à rencontre des nationalistes français relève de l'épilepsie. Les anti-nationaux, qui souvent par dissimulation se disent anti-racistes, ou encore hostiles à ce qu'ils désignent pour leur commodité l'extrême-droite, sont les convulsionnaires de notre temps. Dans le monde de la rage de dents anti-nationale un cas particulier est à signaler, celui du chirurgien-dentiste Patrick Gaubert, né Goldenberg (la montagne d'or, en traduction française), dont le changement de nom à l'état-civil dénote peut-être une manifestation inconsciente d'antisémitisme honteux. Membre du R.P.R. de Jacques Chirac, il est également membre de la Licra, de son comité central et de sa commission exécutive. Au titre de responsable central de la Licra il est chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, pour "la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie". Il occupait un poste similaire pendant la période de cohabitation précédente, entre 1986 et 1988. De toutes ses déclarations agressives il convient de citer quatre extraits révélateurs d'un article paru dans le mensuel *"Information juive"* de septembre 1993. *"Ceux qui me connaissent, savent que je ne me suis pas contenté de belles paroles, ni d'aller manifester dans les rues aux côtés des mouvements antiracistes en tant que citoyen et membre de la commission exécutive de la Licra. J'ai combattu et continue de combattre l'extrême-droite" (...)* *"Nulle organisation d'extrême-droite, quelle que soit sa force ou sa représentativité, n'est et ne sera à l'abri d'une juste répression."* (...) *"Quant aux librairies, journaux et tout moyen de communication qui prônent légalement des discours xénophobes, si certains se croient protégés par leur tirage, ils se trompent, nous les ferons disparaître."* (...) *"On pourra toujours compter sur notre vigilance, mais le plus important c'est que dans le combat antiraciste nous aurons toujours un allié de poids: le ministre d'État Charles Pasqua. "*

Après cette impudente déclaration de guerre civile contre les nationaux en général, se pose la question: quand faut-il réagir ? La réponse: maintenant, aujourd'hui plus qu'hier, et demain encore davantage; tout en refusant la fixation de dates-limites pour les départs des contre-attaques; et en n'acceptant pas de se laisser suggérer de ne participer

aux activités nécessaires qu'à la veille d'échéances électorales. Les rendez-vous importants avec l'histoire ne sont pas prévisibles précisément; il convient d'être toujours prêt, si possible. Comment est-il approprié de s'opposer avec efficacité ? En s'activant journallement, assidûment, amicalement donc plus collectivement qu'individuellement; sans marquer la moindre hésitation quant à la justesse de la lutte et à la certitude de la délivrance. Le secret de la victoire résidant dans l'observance de la règle des trois unités, indispensable à toute action nationaliste: **unité de doctrine, unité de direction, unité de méthode.**

Après avoir indiqué où, qui, quand, comment, la réponse au pourquoi s'impose: la nation, la nation avant tout. Elle est la raison principale, le motif mobilisateur. Elle a déterminé notre vie militante, elle commande tout dans notre comportement politique. Car, la nation France est une réalité, pas une théorie. La force des instincts vitaux d'un peuple l'a établie, défendue, maintenue, retrouvée quand elle était perdue, puis rétablie dans la durée. Une situation géographique exceptionnelle, un espace d'un demi-million de kilomètres carrés, situé de la mer du Nord à la Méditerranée et de l'Océan Atlantique aux Alpes; un composé ethnique équilibré, résultat de milliards d'indo-européens assimilés au cours d'une histoire extraordinaire portant sur bien plus d'un millénaire; une qualité de vie harmonieuse, inspirée par l'Antiquité classique et complétée par des apports incomparables dans les arts et les lettres, tout cela a été patiemment réuni pour bâtir laborieusement une construction unique en son genre, dont la disparition serait préjudiciable à l'ordre universel. De toute évidence, le recouvrement de l'indépendance de la France dans son état de nation souveraine est l'impératif majeur, primant toutes considérations idéologiques ou économiques. Le fait national français est pour nous irrévocable: insécable à l'intérieur par découpage ou partage, inaliénable à l'extérieur par abandon ou soumission.

A l'intérieur, si l'on est pour une véritable revitalisation dans tous les domaines, on est obligé d'accepter la pratique d'une politique territoriale d'inspiration très nationale, toutefois respectueuse de particularités ancestrales. D'où la réduction considérable du nombre des communes; la suppression des départements et des régions actuels, pour créer à la place

une nouvelle unité administrative servant de cadre unique à tous les services publics, la surface pouvant être très variable de l'une à l'autre, leur désignation nominale devenant bien caractéristique, la direction effective étant confiée à des gouverneurs. Cette refrancisation de l'espace français, administrative et culturelle, constitue un préalable à notre participation à un renouveau européen. Ce sera la fin des petits parlements locaux qui ne servent qu'à caser des politiciens parasites supplémentaires et à aggraver la fiscalité, avec en complément le risque de favoriser un régionalisme antinational. Pour l'heure, comment ne pas être désolé devant les fantaisies de roitelets maires en surnombre et du manque de sérieux de conseillers généraux, qui ne lésinent pas avec l'argent public pour se donner de l'importance, sans autre résultat que de ruiner leurs localités ou leurs départements. D'ailleurs, pour beaucoup, à l'intérieur comme à l'extérieur, le régionalisme décentralisateur n'est qu'un prétexte avoué pour faire éclater l'Etat-Nation au profit du mondialisme, par l'intermédiaire de ce qu'ils nomment l'Europe des régions. C'est bien ce qu'a écrit le banquier Edmond de Rothschild dans la revue *"Entreprise"* en date du 18 juillet 1970: *"L'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire les six pays du Marché commun plus la Grande-Bretagne, peut-être l'Irlande et les pays Scandinaves selon des modalités à définir, vont constituer une Europe politique fédérale, mais parce que chaque individu éprouve le besoin de se situer dans un milieu restreint, il s'identifiera à une province, que ce soit le Wurtemberg ou la Savoie, la Bretagne, l'Alsace-Lorraine ou le pays wallon. Dans ces conditions, la structure qui doit disparaître, le verrou qui doit sauter, c'est la nation..."*

La fin de l'histoire nationale française, et aussi espagnole, en prenant le biais de l'opération décentralisatrice, c'est ce qu'a exprimé à nouveau, plus récemment, Otto de Habsbourg, fils du dernier empereur d'Autriche et député allemand au Parlement européen, dans un entretien avec le journaliste Jean-Paul Picaper, paru dans *"Le Figaro"* du 25 août 1993, dans la rubrique *"La vie politique"*, sous le titre d'une *"Tribune de l'aménagement du territoire"*. Les propos sont ceux-ci: *"En Franche-Comté par exemple, la défiance envers Paris est encore vive" (...)* *"Une vision plurinationale n'est pas étrangère non plus à la*

*Lorraine, et surtout à la Bourgogne" (...) "... le fédéralisme est une victoire de la civilisation sur le caractère profond de l'homme comme la liberté d'ailleurs aussi. L'homme est par sa nature centralisateur, ce n'est que par le raisonnement qu'il devient fédéraliste." (...) "J'observe le renouveau régional en France et en Espagne avec un grand intérêt." (...) "Seuls quelques jacobins irréductibles ne reconnaissent pas la supériorité du fédéralisme" (...) "mais la coopération au sein de la communauté européenne peut aider les peuples à sortir des schémas forgés par la tradition. Dans mon groupe parlementaire, le Parti populaire européen (PPE), je constate que bon nombre d'Espagnols, tremblent à l'idée de devoir reconnaître les régions et les nationalités locales. Ils défendent toujours ce centralisme dans la tradition de Franco, un centralisateur d'origine israélite galicienne..."*

Nous voilà prévenus, la nation pour MM. de Rothschild et de Habsbourg doit être désintégrée, comme l'atome; donc, gare à la bombe fédéraliste, arme de terreur anti-nationaliste.

A l'inverse des idéologues de l'européisme régional et de leurs suiveurs euro-naïfs, notre conviction est que la nation doit retrouver sa place, toute sa place. Et pour accélérer le retour annoncé de la nation, qui est un retour à la normale, il est à propos d'aider au réveil du patriotisme national, d'encourager la manifestation de réflexes nationaux, de réfléchir à la meilleure présentation des idées nationalistes. Il faut se rappeler en même temps qu'à toutes les époques un facteur a été décisif: l'action; et savoir également qu'il n'est pas d'action solide sans doctrine ferme. Aussi faut-il une adhésion unanime aux principes du nationalisme de marque authentiquement française, qui sont permanents et intangibles. Ils se résument tout simplement de la sorte:

- 1.- Le salut de la nation est la loi suprême.
- 2.- La légitimité prend sa source dans la durée, au service de la nation.
- 3.- Le droit interne est supérieur aux droits externes.

4.- L'existence de la nation n'est pas liée à une forme particulière du régime.

5.- L'unité de la communauté nationale ne peut être mise en cause par l'activité contradictoire de collectivités politiques

ou confessionnelles.

En conséquence, c'est par priorité aux gens d'action que revient la garde de la doctrine dans sa pureté et son intégralité. Alors que l'agitation des activistes ou la suffisance des spéculatifs ne représentent que les aspects caricaturaux du nationalisme.

Pour valoriser le terme, l'usage du mot nationaliste devrait être exclusivement réservé au seul nationalisme convenable, d'appellation contrôlable. Ce qui implique déjà le refus d'emploi des vocables proposés de "nationalisme" ou de "nationalitarisme" ; et ensuite le rejet des rajouts tels que "intégral", "républicain", "social", "populaire", "révolutionnaire", "européen", ou les précisions complémentaires allant de droite à gauche, de la liberté au progrès. Il ne s'agit pas non plus d'accorder des égards aux théories préconisant un nationalisme autre que national, ou acceptant la nation mais sans nationalisme. Faux nationalisme et non-nationalisme sont à montrer du doigt, dans un souci de clarification.

La bataille sur tous les fronts, à mener contre les ennemis de la nation, est grandement une affaire de vocabulaire. Des idées justes doivent s'exprimer avec des mots précis. Tout ce qui n'est pas clair n'est pas français. La langue française doit en même temps être défendue et constituer une arme de défense nationale. Sans doute est-ce une banalité de rappeler que des mots identiques n'ont pas la même signification d'une langue à l'autre. Mais, même dans sa propre langue il est nécessaire politiquement de connaître l'acception diverse d'un même mot. Prenons l'exemple du mot peuple, qui dans le langage nationaliste désigne le corps national tout entier; d'où l'emploi du terme "peuple de France" de préférence à celui de "peuple français", qui en langage démocratique signifie l'ensemble des seuls électeurs. Rappelons que

jusqu'à la seconde guerre mondiale, en France, sous la troisième république, cent-cinquante ans après la révolution de 1789, étaient exclus du corps électoral, donc du "peuple français", les jeunes hommes de moins de vingt et un ans, toutes les Françaises sans exception, ainsi que tous les militaires. Cette observation utile mettant en mémoire que pour l'Église le peuple c'est l'assemblée des fidèles; pour les partis de gauche c'est le monde du travail manuel; pour les organes administratifs c'est un peu l'équivalent du terme population; pour la société mondaine c'est la populace; pour les démagogues c'est eux et eux seuls; et pour les esthètes le troupeau humain. De la nécessité, pour les nationalistes, de n'utiliser que leur propre vocabulaire, qui est le plus français; sans jamais avoir recours pour s'exprimer aux divers vocabulaires de ceux qui ne cherchent qu'à leur nuire. Comment ne pas comprendre qu'il est risqué d'admettre pour soi les qualificatifs provenant d'adversaires acharnés; ou pire, de reprendre à son compte des expressions issues des mêmes milieux.

Un inventaire du nationalisme français actuel doit comptabiliser tous les éléments qui s'opposent, plus ou moins bien, à la disparition de la nation dans le conglomérat européiste ou le magma mondialiste. Il existe une espèce de **nationalisme de fait**, même s'il récuse pour lui-même cette appellation. C'est le cas du national Jean-Marie Le Pen et de son Front national, qui ne se disent pas nationalistes; du socialiste Jean-Pierre Chevènement et de son Mouvement des citoyens, qui ne sont pas trop nationaux; du libéral Philippe de Villiers et de son Combat pour les valeurs, qui n'ont pas toujours de bonnes cotes nationales. Dans un ordre dispersé, il s'agit d'opérations de survie de l'identité nationale dans le cadre du système général existant. L'intérêt de ce mini-nationalisme, qui à sa façon résiste à des forces hostiles à la nation, est de comprendre des passerelles susceptibles de permettre l'accès aux bastions les plus solides du mouvement national. Et puis il y a, de plus en plus, **un nationalisme d'affirmation** composé de nationalistes de conviction, conscients que la conservation de la vie nationale ne peut être assurée que par la correspondance des manifestations de défense avec la présentation des conditions de sauvegarde; mettant à jour le fonctionnement des activités

anti-nationales, tant politiques que culturelles, économiques que financières. Ce maxi-nationalisme a mis en œuvre des activités, devant obligatoirement apparaître pondérées au regard de la législation d'illégitimité actuelle, tout en développant les thèmes nécessaires d'une défense nationale en quelque sorte biologique. D'une manière adaptée et conséquente, il propage la connaissance des causes philosophiques du bouleversement de l'ordre universel, sans se lamenter inutilement sur les effets du désordre provoqué par les anti-nationaux. S'il recherche l'adhésion à une vision commune de l'histoire, c'est qu'il est convaincu que l'accord sur le passé commande toute vue d'avenir; la garantie de bonnes réactions identiques, devant des événements surprenants, n'étant assurée que si l'on possède les mêmes références originelles.

En rapport avec une situation désespérante, à la potion médicinale que suggère le mini-nationalisme, le maxi-nationalisme recommande vivement une opération chirurgicale. Il fait appel au souvenir du grand chirurgien français Bichat, qui vécut de 1771 à 1802. Génial fondateur de l'anatomie générale, il n'était pas seulement anatomiste mais aussi physiologiste. Il formula tout entière sa doctrine des propriétés vitales dans sa célèbre définition: "*La vie est l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort*"; en d'autres termes, est l'ensemble des propriétés vitales qui résistent aux propriétés physiques. Ce qui amène à définir le nationalisme comme étant l'ensemble des forces vitales qui résistent aux forces de destruction, autrement dit l'élan vital qui refuse la mort de la nation.

Être dans la note du point final de cette interprétation d'un hymne à la nation, c'est accentuer la double acclamation: "*Vive la vie!*", "*Vive la nation!*". Oui, que vive encore l'œuvre vivifiante des Français. Oui, que vive à nouveau notre nation rajeunie, notre toujours jeune nation.